

PARLEMENT
DE LA
COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Session 2013-2014

21 MARS 2014

PROJET DE DÉCRET

PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LA
COMMUNAUTÉ FRANÇAISE, LA RÉGION WALLONNE, LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE, LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE
FRANÇAISE ET LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE ORGANISANT
LA MISE EN OEUVRE D'UN CADASTRE DES PARCOURS ÉDUCATIFS
ET POST-ÉDUCATIFS

RÉSUMÉ

L'accord de coopération conclu entre la Communauté française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone organisant la mise en œuvre d'un cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs vise à permettre la création et l'utilisation commune d'un outil pérenne d'analyse des trajectoires scolaires et post-scolaires. L'objectif est donc d'assurer le suivi de cohortes d'élèves et de leurs trajectoires, de l'enseignement jusqu'à l'emploi, en passant par les différentes étapes intermédiaires (inscription au chômage, formation professionnelle, études supérieures, etc.). Un tel outil apparaît aujourd'hui indispensable pour permettre aux pouvoirs publics d'assurer une évaluation plus précise de l'impact de l'enseignement et des formations dispensées sur la vie et le parcours des élèves, stagiaires et étudiants et, de ce fait, d'améliorer le pilotage de notre système éducatif.

TABLE DES MATIÈRES

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
COMMENTAIRES DES ARTICLES	5
PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE COOPÉRATION CONCLU LE 20 MARS 2014 ENTRE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE, LA RÉGION WALLONNE, LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE ET LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE ORGANISANT LA MISE EN ŒUVRE D'UN CADASTRE DES PARCOURS ÉDUCATIFS ET POST-ÉDUCATIFS	6
AVANT PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE, LA RÉGION WALLONNE, LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE ET LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE ORGANISANT LA MISE EN ŒUVRE D'UN CADASTRE DES PARCOURS ÉDUCATIFS ET POST-ÉDUCATIFS	7
ACCORD DE COOPÉRATION	8
AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT	27

EXPOSÉ DES MOTIFS

Ce Décret a pour objectif de porter assentiment à l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles – Capitale, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone organisant la mise en œuvre d'un cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs.

En effet, dans le cadre du programme de travail mettant en œuvre l'accord de coopération du 8 octobre 2009 entre la Communauté française et la Région wallonne visant à renforcer les synergies statistiques, l'IWEPS et le Ministère de la Communauté française collaborent pour l'élaboration d'un cadastre des trajectoires des étudiants et des élèves du système d'enseignement. Tant leurs trajectoires internes à l'enseignement que leurs parcours hors enseignement sur le marché du travail et dans le domaine de la formation professionnelle.

L'objectif de cette collaboration est de créer un outil pérenne d'analyse des trajectoires scolaires et post-scolaires des élèves ayant fait tout ou partie de leurs études dans le système d'enseignement de la Communauté française.

L'accord de coopération ci-présent a pour objectifs de donner un cadre légal aux collaborations nécessaires à la réalisation du projet et marquer la volonté des Gouvernements de disposer d'un outil d'analyse et de pilotage performant.

Un tel outil apparaît aujourd'hui indispensable pour permettre aux pouvoirs publics d'assurer une évaluation plus précise de l'impact de l'enseignement et des formations dispensées sur la vie et le parcours des élèves et étudiants et, de ce fait, d'améliorer le pilotage de notre système éducatif.

Il s'agit donc d'une avancée de première importance qui devrait s'avérer essentielle pour aider les Communautés et Régions associées à améliorer le pilotage des politiques menées en matière d'enseignement et de formation et les liens entre ces différentes politiques.

Ce projet demande la collaboration d'un nombre important de propriétaires de base de données au niveau Régional, de la Communauté française, de la Communauté germanophone et du Fédéral :

- Le Ministère de la Communauté française
- L'ARES
- Le Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- Le Forem
- Bruxelles Formation
- IFAPME
- SFPME
- IAWM
- ADG
- La Banque carrefour de la Sécurité sociale

Collaborent également comme opérateur informatique, l'ETNIC et comme centres d'études et d'analyses : l'IBSA, l'IWEPS, l'Observatoire de l'enseignement supérieur, l'Observatoire de l'emploi d'Actiris, le Service du pilotage du système d'enseignement, les services d'études de Bruxelles Formation et du Forem.

L'objectif étant de reconstruire les trajectoires des élèves et des étudiants, il s'agit de mettre en relation les différentes bases de données pour pouvoir « suivre » un élève tout au long de son parcours. Il est essentiel pour établir le lien entre les différentes sources d'information de disposer des données d'identification personnelle et ceci dans le cadre prescrit par la loi sur la protection de la vie privée. Il convient donc de faire appel à un tiers de confiance qui sera chargé d'établir les connections entre les différentes bases de données et de les recoder ensuite pour que les données d'identification ne soient plus utilisables ou reconnaissables. Ce tiers de confiance sera désigné par le comité de pilotage.

Le Ministère de la Communauté française effectuera les démarches nécessaires auprès de la Commission de la protection de la vie privée tant pour la constitution de la base de données issues des différentes sources que pour l'utilisation du numéro de registre national.

L'accord de coopération prévoit la mise en place d'un comité de pilotage qui comprend l'ensemble des partenaires cités ci-dessus et les représentants des Ministres compétents des 5 gouvernements concernés : le Gouvernement de la Région wallonne, le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le Collège de la Cocof et le Gouvernement de la Communauté Germanophone.

Les Ministres de l'enseignement, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Communauté flamande sont invités aux réunions du Co-

mité de pilotage avec voix consultative.

Les missions du comité de pilotage sont définies à l'article 5, § 3 de l'accord de coopération. Le comité de pilotage est, entre autres, chargé de statuer sur toutes les demandes de données issues du présent cadastre, de confier et d'encadrer toutes les études et analyses faites sur la base du cadastre, de transmettre aux Gouvernements des recommandations et avis pour améliorer et évaluer l'outil, d'assurer la cohérence de l'outil avec les outils similaires développés en Communauté flamande.

Un groupe de travail technique sera constitué par le Comité de pilotage. Il aura pour tâche de suivre la mise en œuvre du cadastre, sa gestion, la réalisation des analyses.

COMMENTAIRES DES ARTICLES

Article premier

Par cet article, le Parlement donne assentiment à l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone organisant la mise en œuvre d'un cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs.

Art. 2

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

PROJET DE DÉCRET

PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE COOPÉRATION CONCLU LE 20 MARS 2014 ENTRE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE, LA RÉGION WALLONNE, LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE ET LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE ORGANISANT LA MISE EN ŒUVRE D'UN CADASTRE DES PARCOURS ÉDUCATIFS ET POST-ÉDUCATIFS

Le Gouvernement de la Communauté française ;

Sur proposition du Ministre-Président, du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale ;

Après délibération ;

ARRETE :

Le Ministre-Président est chargé de présenter au Parlement de la Communauté française le projet de décret dont la teneur suit :

Article premier

Assentiment est donné à l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone organisant la mise en œuvre d'un cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs.

Art. 2

Cet accord de coopération est annexé au présent décret.

Bruxelles, le 20 mars 2014

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,

M.-M. SCHYNS

AVANT PROJET DE DÉCRET

PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE, LA RÉGION WALLONNE, LA RÉGION DE BRUXELLES–CAPITALE, LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE ET LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE ORGANISANT LA MISE EN ŒUVRE D'UN CADASTRE DES PARCOURS ÉDUCATIFS ET POST-ÉDUCATIFS

Le Gouvernement de la Communauté française ;

Sur proposition du Ministre-Président, du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale ;

Après délibération ;

ARRETE :

Le Ministre-Président est chargé de présenter au Parlement de la Communauté française le projet de décret dont la teneur suit :

Article premier

Assentiment est donné à l'accord de coopération conclu le . . . entre la Communauté française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles – Capitale, la COCOF et la Communauté germanophone organisant la mise en œuvre d'un cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs.

Art. 2

Cet accord de coopération est annexé au présent décret.

Art. 3

Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,

M.-M. SCHYNS

ACCORD DE COOPÉRATION

<p align="center">Accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone organisant la mise en œuvre d'un cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs</p>	<p align="center">Samenwerkingsakkord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de invoering van een kadaster van onderwijs- en post-onderwijstrajecten</p>
<p>Vu les articles 1^{er}, 24, 38, 39, 127, 134 et 138 de la Constitution ;</p>	<p>Gelet op de artikelen 1, 24, 38, 39, 127, 134 en 138 van de Grondwet;</p>
<p>Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 ;</p>	<p>Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993;</p>
<p>Considérant qu'il est indispensable de pouvoir s'appuyer sur un cadastre présentant les trajectoires des élèves et étudiants, tant internes à l'enseignement que hors enseignement sur le marché du travail et dans le domaine de la formation professionnelle, afin de permettre aux pouvoirs publics d'assurer une évaluation plus précise de l'impact de l'enseignement et des formations dispensées sur la vie et le parcours des élèves et étudiants et d'améliorer le pilotage de notre système éducatif et de la formation professionnelle ;</p>	<p>Overwegende dat het onontbeerlijk is terug te kunnen vallen op een kadaster dat een overzicht biedt van de trajecten van de leerlingen en studenten, zowel die binnen als die buiten het onderwijs op de arbeidsmarkt en in de sector van de beroepsopleiding, om de overheid in staat te stellen de impact van het gevolgde onderwijs en de verstrekte opleidingen op het leven en het traject van de leerlingen en studenten nauwkeuriger te beoordelen en beter richting te geven aan ons educatief systeem en de beroepsopleiding;</p>
<p>La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, Rudy DEMOTTE, du Ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude MARCOURT, et de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale, Marie-Martine SCHYNS ;</p>	<p>De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, Rudy DEMOTTE, de Minister bevoegd voor Hoger Onderwijs, Jean-Claude MARCOURT, en de Minister bevoegd voor Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie, Marie-Martine SCHYNS;</p>
<p>La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, Rudy DEMOTTE,</p>	<p>Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, Rudy DEMOTTE,</p>

<p>et du Ministre de l'Emploi et de la Formation, André ANTOINE ;</p> <p>La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, Rudi VERVOORT, et de la Ministre de l'Economie et de l'Emploi, Céline FREMAULT ;</p> <p>La Commission communautaire française, représentée par son Collège, en la personne de son Ministre-Président, Christos DOULKERIDIS, du Ministre de la Formation professionnelle, Rachid MADRANE, et de la Ministre de la Formation professionnelle des classes moyennes, Céline FREMAULT ;</p> <p>La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, Karl-Heinz LAMBERTZ, et du Ministre de l'Enseignement, de la Formation et de l'Emploi, Oliver PAASCH,</p> <p>ont convenu ce qui suit :</p>	<p>en de Minister bevoegd voor Arbeid en Beroepsopleiding, André ANTOINE;</p> <p>Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van zijn Minister-President, Rudi VERVOORT, en de Minister van Economie en Tewerkstelling, Céline FREMAULT;</p> <p>De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar College, in de persoon van haar Minister-President, Christos DOULKERIDIS, de Minister bevoegd voor Beroepsopleiding, Rachid MADRANE, en de Minister bevoegd voor de Beroepsopleiding van de Middenstand, Céline FREMAULT;</p> <p>De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, Karl-Heinz LAMBERTZ, en de Minister van Onderwijs, Opleiding en Werk, Oliver PAASCH,</p> <p>zijn overeengekomen wat volgt :</p>
<p style="text-align: center;">Article 1</p> <p>Pour l'application du présent accord de coopération on entend par :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ACTIRIS : l'Office régional bruxellois de l'Emploi régi par l'ordonnance du 18 janvier 2001 ; 2. ADG: Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft créé par le décret du 17 janvier 2000 portant création d'un office de l'emploi en Communauté germanophone ; 3. AGERS : l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française ; 	<p style="text-align: center;">Artikel 1</p> <p>Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ACTIRIS: de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling geregeld door de ordonnantie van 18 januari 2001; 2. ADG: Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft opgericht door het decreet van 17 januari 2000 tot oprichting van een dienst voor arbeidsbemiddeling in de Duitstalige Gemeenschap ; 3. AGERS: de Algemene Administratie Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

<p>4. ARES: Académie de recherche et d'enseignement supérieur créé par le décret du 7 novembre 2013 ;</p> <p>5. «Base de données pilotage» : la base de données statistiques individuelles des élèves de l'enseignement fondamental et secondaire, données issues du fichier de comptage des élèves de l'enseignement fondamental et secondaire ;</p> <p>6. Bruxelles Formation : l'Institut bruxellois francophone de formation professionnelle, créé par le décret du 17 mars 1994 ;</p> <p>7. ETNIC : l'Entreprise publique des technologies nouvelles de l'information et de la communication créée par le décret du 27 mars 2002 ;</p> <p>8. FOREM : l'Office wallon de la formation et de l'emploi, institué par le décret du 6 mai 1999 ;</p> <p>9. IAWM : l'Institut für Aus und Weiterbildung im Mittelstand créé par le décret du 16 décembre 1991 relatif à la formation et la formation continue dans les Classes moyennes et les PME ;</p> <p>10. IBSA : l'Institut bruxellois de statistiques et d'analyse - Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;</p> <p>11. IFAPME : l'Institut wallon de formation en alternance et des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises créé par le décret du 17 juillet 2003 ;</p> <p>12. IWEPS : l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, créé par le décret du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut</p>	<p>4. ARES: Academie onderzoek en hoger onderwijs, opgericht door het decreet van 7 november 2013 ;</p> <p>5. «Pilot database»: de database met individuele statistische gegevens van de leerlingen uit het basis- en secundair onderwijs, gegevens afkomstig van het tellingsbestand van de leerlingen uit het basis- en secundair onderwijs;</p> <p>6. Bruxelles Formation: het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding, opgericht door het decreet van 17 maart 1994;</p> <p>7. ETNIC: het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën, opgericht door het decreet van 27 maart 2002;</p> <p>8. FOREM: de Waalse Dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling, opgericht door het decreet van 6 mei 1999;</p> <p>9. IAWM: het Institut für Aus und Weiterbildung im Mittelstand opgericht door het decreet van 16 december 1991 betreffende de opleiding en de voortgezette opleiding in de Middenstand en de KMO'S;</p> <p>10. BISA: het Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse - Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;</p> <p>11. IFAPME: het Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen, opgericht door het decreet van 17 juli 2003;</p> <p>12. IWEPS: het Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek, opgericht door het decreet van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het Waals Instituut voor evaluatie,</p>
---	---

<p>wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique ;</p> <p>13. « Saturn » : la base de données à des fins statistiques, historiques et scientifiques reprenant les étudiants de l'enseignement supérieur hors universités issus de la collecte de données à des fins statistiques « Saturn » réalisée auprès des établissements d'enseignement supérieur</p> <p>14. SFPME : le Service de formation PME, créé par le décret du 17 juillet 2003 de la Commission communautaire française relatif à la création d'un service à gestion séparée chargé de la gestion et de la promotion de la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises à Bruxelles;</p> <p>15. « Secrétariat général » : le Secrétariat général du Ministère de la Communauté française ;</p> <p>16. Tiers de confiance : l'organisation intermédiaire telle que définie à l'article 1er, 6°, de l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.</p>	<p>toekomstverwachting en statistiek;</p> <p>13.« Saturn »: de voor statistische, historische en wetenschappelijke doeleinden bestemde gegevensbank met de studenten uit het hoger onderwijs buiten de universiteit, uitgaande van de voor statistische doeleinden bestemde inzameling van gegevens « Saturn », verricht bij de instellingen voor hoger onderwijs;</p> <p>14.SFPME: de Dienst KMO Opleiding, opgericht door het decreet van 17 juli 2003 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het oprichten van een apart beheerde dienst belast met het beheer en de promotie van de permanente vorming voor de middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen te Brussel;</p> <p>15.« Secretariaat-generaal »: het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;</p> <p>16.Derde vertrouwenspartij: de intermediaire organisatie zoals omschreven in artikel 1, 6°, van het koninklijk besluit van 13 februari 2001 ter uitvoering van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.</p>
<p style="text-align: center;">Article 2</p> <p>Le présent accord de coopération organise la mise en œuvre d'un cadastre, outil statistique intégré de suivi des élèves de l'enseignement secondaire et supérieur, dont les objectifs sont :</p> <p>1. d'analyser les flux de l'enseignement secondaire</p>	<p style="text-align: center;">Artikel 2</p> <p>Dit samenwerkingsakkoord beoogt een kadaster in het leven te roepen, een geïntegreerd statistisch instrument voor de follow-up van de leerlingen uit het secundair en hoger onderwijs dat tot doel heeft:</p> <p>1. de stromen van het gewoon en bijzonder secundair onderwijs naar</p>

<p>ordinaire et spécialisé vers l'enseignement supérieur ;</p> <p>2. d'analyser les flux intra enseignement secondaire ordinaire et spécialisé ;</p> <p>3. d'analyser les flux intra enseignement supérieur ;</p> <p>4. d'analyser les flux du système d'enseignement secondaire et supérieur vers le marché du travail et/ou vers les dispositifs de formation professionnelle ;</p> <p>5. d'assurer le suivi de l'ensemble des trajectoires des cohortes successives de sortants du système d'enseignement et ce sur une période de 10 ans.</p> <p>L'outil doit permettre de réaliser des analyses au niveau de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Communauté française, de la Communauté germanophone et de territoires plus ciblés tels que les bassins de vie Enseignement - Formation - Emploi.</p>	<p>het hoger onderwijs te analyseren;</p> <p>2. de stromen binnen het gewoon en bijzonder secundair onderwijs te analyseren;</p> <p>3. de stromen binnen het hoger onderwijs te analyseren;</p> <p>4. de stromen van het secundair en hoger onderwijs naar de arbeidsmarkt en/of naar de voorzieningen voor beroepsopleiding te analyseren;</p> <p>5. de opvolging te waarborgen van alle trajecten van opeenvolgende groepen schoolverlaters en dit over een periode van 10 jaar.</p> <p>Dit instrument moet toelaten om analyses uit te voeren voor het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en meer afgeijnde gebieden zoals de levensbekkens Onderwijs - Opleiding - Werk.</p>
<p style="text-align: center;">Article 3</p> <p>§ 1^{er}. La mise en œuvre de l'outil visé à l'article 2, demande d'interconnecter différentes sources de données de l'enseignement, de la sécurité sociale et des opérateurs de formation professionnelle. L'outil doit intégrer des données d'origine différentes déterminées ci-après. Des données complémentaires à celles-ci peuvent être ajoutées pour affiner l'analyse et préciser les flux.</p> <p>§ 2. Pour l'enseignement, les données nécessaires à la construction de l'outil sont issues :</p> <p>1. de la base de données « pilotage » dont le responsable du traitement des données est l'Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique, en ce y compris la clé</p>	<p style="text-align: center;">Artikel 3</p> <p>§ 1. Met het oog op de invoering van het in artikel 2 bedoelde instrument is het nodig om verschillende gegevensbronnen uit de onderwijs-, sociale zekerheids- en beroepsopleidingssector met elkaar te koppelen. In het instrument moeten gegevens van diverse oorsprong worden geïntegreerd. Deze zijn hieronder bepaald. Om de analyse te verfijnen en de stromen beter in kaart te brengen, kunnen zij aangevuld worden met complementaire gegevens.</p> <p>§ 2. De gegevens met betrekking tot het onderwijs die nodig zijn om vorm te geven aan het instrument, zijn afkomstig van:</p> <p>1. de « pilot » database, waarvoor de gegevensverwerking berust bij de algemene administratie onderwijs en wetenschappelijk onderzoek. Deze omvat</p>

<p>pilotage qui permet d'intégrer les données nécessaires à reconstituer l'identification des élèves pour permettre les couplages par le tiers de confiance avec les autres bases de données ;</p>	<p>tevens de <i>pilot key</i>, die toelaat de nodige gegevens te integreren voor het identificeren van de leerlingen, waardoor de derde vertrouwenspartij een koppeling tot stand kan brengen met de andere gegevensbanken;</p>
<p>2. de la base de données « Saturn » dont le responsable du traitement des données est l'Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique, en ce y compris la clé « identifiant » qui permet d'intégrer les données nécessaires à reconstituer l'identification des élèves pour permettre le couplage par le tiers de confiance avec les autres bases de données ;</p>	<p>2. de gegevensbank « Saturn », waarvoor de gegevensverwerking berust bij de algemene administratie onderwijs en wetenschappelijk onderzoek. Deze omvat tevens de <i>identifying key</i>, die toelaat de nodige gegevens te integreren voor het identificeren van de leerlingen, waardoor de derde vertrouwenspartij een koppeling tot stand kan brengen met de andere gegevensbanken;</p>
<p>3. de la base de données de l'ARES reprenant les étudiants de l'enseignement supérieur dont le responsable du traitement des données est l'ARES ;</p>	<p>3. de gegevensbank van de ARES met de studenten uit het hogere onderwijs, waarvoor de gegevensverwerking berust bij de ARES</p>
<p>4. des données concernant les étudiants de l'enseignement de promotion sociale dont le responsable du traitement des données est l'Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique ;</p>	<p>4. de gegevens met betrekking tot de studenten uit het onderwijs voor sociale promotie, waarvoor de gegevensverwerking berust bij de algemene administratie onderwijs en wetenschappelijk onderzoek;</p>
<p>5. des données concernant l'enseignement secondaire ordinaire et spécial et de l'enseignement supérieur de la Communauté germanophone dont le responsable du traitement des données est le Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft.</p>	<p>5. de gegevens met betrekking tot het gewoon en bijzonder secundair onderwijs en het hoger onderwijs van de Duitstalige Gemeenschap, waarvoor de gegevensverwerking berust bij het Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft.</p>
<p>§ 3. Les données administratives hors secteur de l'enseignement qui sont visées pour constituer l'outil sont issues :</p>	<p>§ 3. De administratieve gegevens die geen verband houden met het onderwijs en nodig zijn om het instrument vorm te geven, zijn afkomstig van :</p>
<p>1. en ce qui concerne le parcours sur le marché de l'emploi, des données issues de la Banque Carrefour de la Sécurité sociale ;</p>	<p>1. de Kruispuntbank voor de Sociale Zekerheid, voor wat het traject op de arbeidsmarkt betreft;</p>
<p>2. en ce qui concerne le parcours de formation, des données issues des bases des données du FOREM (en ce compris les données relatives aux</p>	<p>2. de gegevensbanken van FOREM (met inbegrip van de gegevens betreffende de buurtregieën, MIRE, EFT/OISP en AWIPH, waar FOREM bij overeenkomst over</p>

<p>Régies de quartier, MIRE, EFT/OISP et AWIPH, dont le FOREM dispose par convention), de Bruxelles Formation, de l'IFAPME, du SFPME, de l'ADG et de l'IAWM.</p>	<p>beschikt), Bruxelles Formation, het IFAPME, de SFPME, het ADG en het IAWM, voor wat het opleidingstraject betreft.</p>
<p style="text-align: center;">Article 4</p> <p>§ 1^{er}. En accord avec le Ministère de la Communauté française, l'opérateur informatique ETNIC, agissant comme sous-traitant, est chargé pour chaque année à partir de 2005 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. de fournir au tiers de confiance, avec le numéro de registre national et la clé comptage, les variables définies par le groupe de travail, défini à l'article 5, § 5, concernant les élèves sortants de la base de données pilotage ; 2. de fournir au tiers de confiance, avec les données d'identification et la clé Saturn, les variables définies par le groupe de travail, défini à l'article 5, § 5, concernant les étudiants de la base données Saturn ; 3. de fournir au tiers de confiance, avec les données d'identification et la clé Saturn, les variables définies par le groupe de travail, défini à l'article 5, § 5, concernant les sortants de la base de données Saturn. <p>§ 2. L'opérateur informatique ETNIC, au vu de ses missions issues de l'accord de coopération du 8 octobre 2009 entre la Communauté française et la Région wallonne dans le cadre du renforcement des synergies en matière statistique, est chargé pour chaque année à partir de 2005 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. de mettre à disposition de l'IBSA, de l'IWEPS, du FOREM, de l'IFAPME, du SFPME, de l'IAWM, de l'ADG, de l'AGERS, du Secrétariat général, de l'Observatoire bruxellois de l'emploi d'Actiris, du Service d'études de 	<p style="text-align: center;">Artikel 4</p> <p>§ 1. In akkoord met het Ministerie van de Franse Gemeenschap wordt de informatica-operator ETNIC er in de hoedanigheid van onderaannemer voor elk jaar vanaf 2005 mee belast:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. de derde vertrouwenspartij, samen met het rijksregisternummer en de tellingssleutel, de variabelen te verstrekken die door de in artikel 5, § 5, bepaalde werkgroep zijn vastgelegd voor de schoolverlaters uit de pilot database; 2. de derde vertrouwenspartij, samen met de identificatiegegevens en de Saturn-sleutel, de variabelen te verstrekken die door de in artikel 5, § 5, bepaalde werkgroep zijn vastgelegd voor de studenten uit de Saturn-gegevensbank; 3. de derde vertrouwenspartij, samen met de identificatiegegevens en de Saturn-sleutel, de variabelen te verstrekken die door de in artikel 5, § 5, bepaalde werkgroep zijn vastgelegd voor de schoolverlaters uit de Saturn-gegevensbank. <p>§ 2. De informatica-operator ETNIC wordt er in het licht van zijn opdrachten die voortvloeien uit de op 8 oktober 2009 gesloten samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest in het kader van de versterking van de samenwerkingsverbanden inzake statistiek mee belast om voor elk jaar vanaf 2005 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. de gegevens met betrekking tot de schoolverlaters ter beschikking te stellen van het BISA, het IWEPS, FOREM, het IFAPME, de SFPME, het IAWM, het ADG, de AGERS, het Secretariaat-generaal, het Brussels Observatorium voor de

<p>Bruxelles Formation et du Service d'études du Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft les données des sortants du système de l'enseignement ;</p>	<p>Werkgelegenheid van Actiris, de studiedienst van Bruxelles Formation en de studiedienst van het Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft;</p>
<p>2. du chargement de ces données dans une datawarehouse;</p>	<p>2. deze gegevens in te laden in een datawarehouse;</p>
<p>3. de mettre à disposition, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, un outil permettant l'exploitation de l'ensemble des données agrégées et leur suivi à l'IBSA, l'IWEPS, le FOREM, l'IFAPME, le SFPME, l'IAWM, l'ADG, l'AGERS, le Secrétariat général, l'Observatoire bruxellois de l'Emploi d'Actiris, le Service d'études de Bruxelles Formation et le Service d'études du Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft selon les modalités et les priorités qui seront définies par le Comité de pilotage ;</p>	<p>3. binnen de perken van de beschikbare budgettaire kredieten, een instrument voor de exploitatie en de opvolging van alle verzamelde gegevens ter beschikking te stellen van het BISA, het IWEPS, FOREM, het IFAPME, de SFPME, het IAWM, het ADG, de AGERS, het Secretariaat-generaal, het Brussels Observatorium voor de Werkgelegenheid van Actiris, de studiedienst van Bruxelles Formation en de studiedienst van het Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Dit moet gebeuren op grond van modaliteiten en prioriteiten die bepaald zullen worden door het Sturingscomité;</p>
<p>4. de fournir des informations individuelles uniquement sur demande du Comité de pilotage et selon les modalités définies au cas par cas par le Comité. S'il s'agit de données non anonymes, elles devront être transférées au tiers de confiance qui procédera aux différentes mises en relation souhaitées des bases de données et à leur codification.</p>	<p>4. individuele gegevens te verstrekken, enkel op verzoek van het Sturingscomité en volgens modaliteiten die geval per geval door het Comité worden bepaald. Indien het niet-anonieme gegevens betreft, moeten deze worden doorgestuurd naar de derde vertrouwenspartij, die zal overgaan tot de verschillende gewenste koppelingen van de gegevensbanken en tot de codering ervan.</p>
<p>§ 3. L'opérateur ARES est chargé, pour chaque année à partir de 2005, de fournir au tiers de confiance, avec les données d'identification :</p>	<p>§ 3. De ARES wordt ermee belast om voor elk jaar vanaf 2005 de derde vertrouwenspartij samen met de identificatiegegevens :</p>
<p>1. les éléments de la base de données des étudiants des universités qui permettent de reconstituer leurs parcours dans l'enseignement universitaire ;</p>	<p>1. in het bezit te stellen van de elementen van de gegevensbank met de universiteitsstudenten op basis waarvan hun traject in het universitair onderwijs kan worden gereconstrueerd;</p>
<p>2. les sortants de la base de données de l'ARES.</p>	<p>2. de schoolverlaters die opgenomen zijn in de gegevensbank van de ARES, mee te delen.</p>
<p>§ 4. L'opérateur Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft est chargé, pour chaque année disponible</p>	<p>§ 4. Het Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft wordt ermee belast om voor elk beschikbaar</p>

<p>depuis 2005, de fournir au tiers de confiance, avec les données d'identification :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. les données des élèves de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé qui permettent de reconstituer les parcours d'études ; 2. les sortants de la base des données des élèves de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé ; 3. les données des étudiants de l'enseignement supérieur qui permettent de reconstituer les parcours d'études ; 4. les sortants de la base des données des étudiants de l'enseignement supérieur. <p>§ 5. Les opérateurs de formation professionnelle : le Forem, Bruxelles Formation, l'IFAPME, le SFPME, l'ADG et l'IAWM sont chargés de fournir, pour chaque année à partir de 2005 si les données sont disponibles, au tiers de confiance, les données issues de leur base de données et les données d'identification nécessaires à la reconstitution du parcours de formation des élèves sortis du système d'enseignement.</p> <p>§ 6. Le tiers de confiance est chargé :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. de réaliser les jointures entre les données individuelles issues des différentes bases de données ; 2. de coder les données conformément aux dispositions prévues par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et par son arrêté d'exécution du 13 février 2001 ; 3. de fournir les données individuelles et l'agencement des variables définies 	<p>jaar vanaf 2005 de derde vertrouwenspartij samen met de identificatiegegevens:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. in het bezit te stellen van de gegevens van de leerlingen uit het gewoon en bijzonder secundair onderwijs op basis waarvan hun studietraject gereconstrueerd kan worden; 2. de schoolverlaters die opgenomen zijn in de gegevensbank met de leerlingen uit het gewoon en bijzonder secundair onderwijs, mee te delen; 3. in het bezit te stellen van de gegevens van de studenten uit het hoger onderwijs op basis waarvan hun studietraject gereconstrueerd kan worden; 4. de schoolverlaters die opgenomen zijn in de gegevensbank met de studenten uit het hoger onderwijs, mee te delen. <p>§ 5. De beroepsopleidingsoperatoren: Forem, Bruxelles Formation, het IFAPME, de SFPME, het ADG en het IAWM worden ermee belast om voor elk jaar vanaf 2005 indien de gegevens beschikbaar zijn, de derde vertrouwenspartij in het bezit te stellen van de gegevens afkomstig uit hun gegevensbank en van de identificatiegegevens die nodig zijn voor het reconstrueren van het opleidingstraject van de leerlingen die uit het onderwijssysteem gestapt zijn.</p> <p>§ 6. De derde vertrouwenspartij wordt ermee belast :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. de individuele gegevens uit de verschillende gegevensbanken onderling te koppelen; 2. de gegevens te coderen overeenkomstig de bepalingen vastgelegd in de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens en in het daarop betrekking hebbende uitvoeringsbesluit van 13 februari 2001; 3. de individuele gegevens en de
--	--

<p>par le groupe de travail défini à l'article 5, § 5, issues des différentes sources de données interconnectées et codées à l'ETNIC.</p>	<p>schikking der variabelen te verstrekken die vastgelegd zijn door de in artikel 5, § 5, bepaalde werkgroep en afkomstig zijn van de verschillende bij het ETNIC gekoppelde en gecodeerde gegevensbronnen.</p>
<p style="text-align: center;">Article 5</p> <p>§ 1^{er}. Pour optimiser les collaborations nécessaires aux objectifs visés à l'article 2, il est créé un Comité de Pilotage.</p> <p>§ 2. Le Comité de Pilotage est composé des membres suivants :</p> <p>1. Pour la Communauté française :</p> <p>a) le Secrétaire général du MFWB ou son représentant ; b) le Directeur de la Direction de la Recherche du Secrétariat général du Ministère de la Communauté française ou son représentant ; c) l'Administrateur général de l'AGERS ou son représentant ; d) un membre du Service général du Pilotage du système éducatif ;</p> <p>e) L'Administrateur général l'ARES ou son représentant ; f) le Ministre de l'enseignement secondaire ou son représentant ; g) le Ministre de l'enseignement supérieur ou son représentant ; h) le Ministre en charge de l'enseignement de promotion sociale ou son représentant ; i) le Ministre en charge des statistiques ou son représentant ; j) l'Administrateur général de l'Etnic ou son représentant ;</p> <p>2. Pour la Communauté germanophone :</p> <p>a) le Ministre en charge de l'enseignement ou son représentant ; b) le responsable du Ministère en charge de la formation ou de son représentant.</p>	<p style="text-align: center;">Artikel 5</p> <p>§ 1. Om de nodige samenwerking rond de in artikel 2 beoogde doelstellingen te optimaliseren, wordt een Sturingscomité opgericht.</p> <p>§ 2. Het Sturingscomité wordt samengesteld uit de volgende leden:</p> <p>1. Voor de Franse Gemeenschap :</p> <p>a) de secretaris-generaal van het MFWB of diens vertegenwoordiger; b) de directeur van de directie onderzoek van het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of diens vertegenwoordiger; c) de administrateur-generaal van de AGERS of diens vertegenwoordiger; d) een lid van de algemene dienst voor de sturing van het onderwijssysteem; e) de administrateur-generaal van de ARES of diens vertegenwoordiger; f) de Minister bevoegd voor secundair onderwijs of diens vertegenwoordiger; g) de Minister bevoegd voor hoger onderwijs of diens vertegenwoordiger; h) de Minister bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie of diens vertegenwoordiger; i) de Minister bevoegd voor statistiek of diens vertegenwoordiger; j) de administrateur-generaal van het ETNIC of diens vertegenwoordiger;</p> <p>2. Voor de Duitstalige Gemeenschap:</p> <p>a) de Minister bevoegd voor onderwijs of diens vertegenwoordiger; b) de verantwoordelijke van het ministerie belast met opleiding of diens vertegenwoordiger.</p>


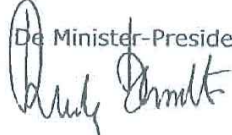


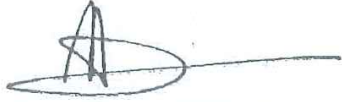

<p>3. Pour la Région wallonne :</p> <p>a) le Ministre de la Formation ou son représentant ; b) le Ministre de l'Emploi ou son représentant ; c) l'Administrateur général de l'IWEPS ou son représentant ; d) l'Administrateur général du Forem ou son représentant ; e) l'Administrateur général de l'IFAPME ou son représentant ; f) un représentant de l'Interfédération des EFT/OISP.</p> <p>4. Pour la Région de Bruxelles-Capitale :</p> <p>a) le Ministre en charge des statistiques ou son représentant ; b) le Ministre en charge de l'emploi ou son représentant ;</p> <p>c) le Directeur de l'IBSA ou son représentant ; d) le Directeur de l'Observatoire bruxellois de l'Emploi ou son représentant ;</p> <p>e) un représentant de la FEBISP.</p> <p>5. Pour la Commission communautaire française :</p> <p>a) le Ministre de la formation professionnelle ou son représentant ; b) le Directeur de Bruxelles Formation ou son représentant ;</p> <p>c) le Ministre de la formation des classes moyennes ou son représentant ; d) le Directeur du SFPME ou son représentant.</p> <p>§ 3. Les Ministres de l'enseignement, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Communauté flamande, ou leur représentant, sont invités à titre d'observateur, avec voix consultative, aux réunions du Comité de pilotage.</p>	<p>3. Voor het Waalse Gewest :</p> <p>a) de Minister bevoegd voor beroepsopleiding of diens vertegenwoordiger; b) de Minister bevoegd voor arbeid of diens vertegenwoordiger; c) de administrateur-generaal van het IWEPS of diens vertegenwoordiger; d) de administrateur-generaal van Forem of diens vertegenwoordiger; e) de administrateur-generaal van het IFAPME of diens vertegenwoordiger; f) een vertegenwoordiger van de Interfederatie van de EFT/OISP.</p> <p>4. Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:</p> <p>a) de Minister bevoegd voor statistiek of diens vertegenwoordiger; b) de Minister bevoegd voor tewerkstelling of diens vertegenwoordiger; c) de directeur van het BISA of diens vertegenwoordiger; d) de directeur van het Brussels Observatorium voor de Werkgelegenheid of diens vertegenwoordiger. e) een vertegenwoordiger van FEBISP.</p> <p>5. Voor de Franse Gemeenschapscommissie:</p> <p>a) de Minister bevoegd voor beroepsopleiding of diens vertegenwoordiger; b) de directeur van Bruxelles Formation of diens vertegenwoordiger; c) de Minister bevoegd voor opleiding van de middenstand of diens vertegenwoordiger; d) de directeur van de SFPME of diens vertegenwoordiger.</p> <p>§ 3. De Ministers van onderwijs, werk en professionele vorming van de Vlaamse Gemeenschap of hun vertegenwoordiger worden uitgenodigd om als waarnemer met raadgevende stem deel te nemen aan de bijeenkomsten van het</p>
--	---

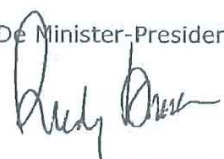

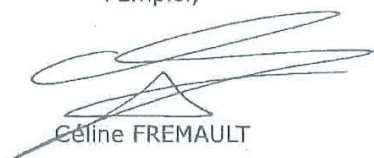

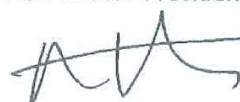
<p>§ 4. Le Comité de Pilotage a pour missions de :</p> <p>1. désigner le tiers de confiance tel que défini à l'article 1er, 15° ;</p> <p>2. préparer et/ou rendre des avis sur les modalités d'exécution opérationnelle, financière, technique et administrative découlant de la mise en œuvre du présent accord de coopération ;</p> <p>3. proposer toute mesure pouvant faciliter la mise en relation des bases de données nécessaires à la constitution du cadastre visé à l'article 2 et établir les protocoles de collaboration nécessaires à la mise à disposition mutuelle de données dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;</p> <p>4. confier, commander, encadrer, évaluer et valoriser toutes études, analyses, prospectives et conduites sur base des données du cadastre visé à l'article 2. Toutes les études, analyses et recherches produites sur base de ces données sont transmises aux membres du Comité de Pilotage ;</p> <p>5. statuer sur toute demande de données agrégées ou individuelles issues du cadastre visé à l'article 2 ;</p> <p>6. transmettre aux gouvernements signataires des recommandations pour améliorer l'outil sur la base d'un rapport rédigé par le Service général du pilotage du système éducatif, l'Observatoire de l'enseignement supérieur, l'IWEPS et l'IBSA et tout membre du Comité de Pilotage qui désire être associé à la rédaction. Ces recommandations pourront porter, notamment, sur un élargissement de</p>	<p>Sturingscomité.</p> <p>§ 4. Het Sturingscomité heeft als opdracht:</p> <p>1. de derde vertrouwenspartij, zoals gedefinieerd in artikel 1, 15°, aan te wijzen;</p> <p>2. adviezen voor te bereiden en/of uit te brengen over de operationele, financiële, technische en administratieve uitvoeringsmodaliteiten die samenhangen met de tenuitvoerbrenging van dit samenwerkingsakkoord;</p> <p>3. alle mogelijke maatregelen voor te stellen met het oog op een vlottere koppeling van de gegevensbanken die nodig zijn voor de samenstelling van het in artikel 2 bedoelde kadaster en de nodige samenwerkingsprotocollen op te maken voor de wederzijdse terbeschikkingstelling van gegevens met inachtneming van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens;</p> <p>4. alle studies, analyses en toekomstverwachtingen die uitgevoerd worden op basis van de gegevens van het in artikel 2 bedoelde kadaster toe te vertrouwen, te bestellen, te begeleiden, te evalueren en te valoriseren. Alle studies, analyses en onderzoeken die op basis van deze gegevens worden voortgebracht, worden bezorgd aan de leden van het Sturingscomité;</p> <p>5. uitspraak te doen over alle gegroepeerde of individuele gegevensaanvragen uit het in artikel 2 bedoelde kadaster;</p> <p>6. de ondertekenende regeringen aanbevelingen te formuleren om het instrument te verbeteren, op basis van een verslag dat wordt opgemaakt door de algemene dienst voor de sturing van het onderwijssysteem, het Observatorium voor het hoger onderwijs, het IWEPS en het BISA en elk lid van het Sturingscomité dat bij de opmaak betrokken wenst te worden. Deze</p>
--	--








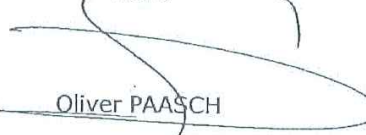
<p>l'outil à l'analyse et au suivi des flux entre les dispositifs de formation professionnelle au regard de l'évolution vers l'insertion socioprofessionnelle. Afin d'alimenter ce rapport, tous les membres du Comité de Pilotage transmettent, le cas échéant, leurs remarques, suggestions, propositions aux rédacteurs du rapport ;</p>	<p>aanbevelingen kunnen onder meer betrekking hebben op een uitbreiding van het instrument tot de analyse en de opvolging van de stromen tussen de voorzieningen voor beroepsopleiding in het licht van de evolutie naar socio-professionele inschakeling. Om dit verslag te onderbouwen, sturen alle leden van het Sturingscomité desgevallend hun opmerkingen, suggesties en voorstellen door naar de auteurs van het verslag;</p>
<p>7. prendre les mesures visant à permettre un développement et une mise en œuvre cohérente du cadastre visé à l'article 2 avec les outils similaires développés par la Communauté flamande afin de pouvoir envisager un échange de données sur les trajectoires des élèves et des étudiants qui passent du système d'enseignement d'une Communauté à l'autre Communauté ;</p>	<p>7. maatregelen te nemen om het in artikel 2 bedoelde kadaster te ontwikkelen en ten uitvoer te brengen in samenhang met de gelijkaardige instrumenten die ontwikkeld zijn door de Vlaamse Gemeenschap om eventueel gegevens uit te wisselen over het traject van leerlingen en studenten die overstappen van het onderwijssysteem van de ene Gemeenschap naar dat van de andere Gemeenschap;</p>
<p>8. développer des collaborations avec les pays voisins afin d'envisager un échange de données sur les trajectoires des étudiants qui poursuivent leur parcours à l'étranger ainsi que des étudiants qui proviennent de l'étranger ;</p>	<p>8. samenwerkingsverbanden te ontwikkelen met de buurlanden om eventueel gegevens uit te wisselen over het traject van studenten die verder gaan studeren in het buitenland of over het traject van studenten die uit het buitenland komen;</p>
<p>9. d'informer de manière régulière le Conseil économique et social de Wallonie, le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que l'Assemblée des Instances bassin de vie des études, analyses, prospectives et conduites sur base des données du cadastre visé à l'article 2.</p>	<p>9. de Sociaal Economische Raad van het Waalse Gewest, de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Vergadering van de Sturingsinstanties voor de levensbekkens regelmatig op de hoogte te houden van de studies, analyses en prospecties die uitgevoerd worden op basis van de gegevens afkomstig van het in artikel 2 bedoelde kadaster.</p>
<p>§ 5. La Présidence du Comité de pilotage est assurée par le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou son représentant.</p>	<p>§ 5. Het Voorzitterschap van het Sturingscomité wordt waargenomen door de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of diens vertegenwoordiger.</p>
<p>§ 6. Le Comité de Pilotage rédige, sur proposition du représentant du Secrétariat général du Ministère de la</p>	<p>§ 6. Op voorstel van de vertegenwoordiger van het secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap stelt het Sturingscomité een huishoudelijk reglement op dat onder meer de besluitvormingsprocedures vastlegt.</p>

<p>Communauté française, un règlement d'ordre intérieur qui détermine, notamment, les procédures de prise de décision.</p> <p>Un comité technique dit « groupe de travail » est institué par le Comité de Pilotage. Celui-ci est chargé d'assurer la mise en œuvre technique du cadastre visé à l'article 2. Dans ce cadre, il sera chargé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'assurer le suivi techniques des décisions prises par le Comité de pilotage ; - d'alimenter le comité de pilotage en proposition de décision ; - de définir et de suivre régulièrement les travaux réalisés dans le cadre du cadastre visé à l'article 2 par les agents visés à l'article 6 ; - et d'assurer toutes autres missions définies dans le règlement d'ordre intérieur. 	<p>Er wordt een technisch comité, « werkgroep » genoemd, ingesteld door het Sturingscomité. Deze werkgroep wordt belast met de technische uitvoering van het kadaster bedoeld in artikel 2 en zal in dat verband instaan voor :</p> <ul style="list-style-type: none"> - het technische opvolgen van de beslissingen die door het Sturingscomité worden genomen ; - het voorleggen van beslissingsvoorstellen aan het Sturingscomité ; - het bepalen en regelmatig opvolgen van de werkzaamheden die in het kader van het in artikel 2 bedoelde kadaster worden uitgevoerd door de in artikel 6 bedoelde personeelsleden ; - en het uitvoeren van alle andere opdrachten die in het huishoudelijk reglement worden bepaald.
<p style="text-align: center;">Article 6</p> <p>L'IWEPS mobilise une partie du temps de travail des deux attachés scientifiques équivalents temps plein rémunérés par la Communauté française dans le cadre de l'accord de coopération conclu le 8 octobre 2009 entre la Communauté française et la Région wallonne dans le cadre du renforcement des synergies en matière statistiques pour produire des analyses utiles au pilotage de l'enseignement obligatoire et non obligatoire.</p> <p>La Communauté française mobilise spécifiquement un agent de niveau 1 équivalent temps plein au sein de l'AGERS pour produire des analyses utiles au pilotage de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement non obligatoire.</p>	<p style="text-align: center;">Artikel 6</p> <p>Het IWEPS zet de twee voltijds equivalente wetenschappelijke attachés die in het kader van de samenwerkingsovereenkomst gesloten op 8 oktober 2009 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest in het kader van de versterking van de samenwerkingsverbanden inzake statistieken bezoldigd worden door de Franse Gemeenschap voor een deel van hun werktijd in om nuttige analyses te verrichten voor de sturing van het verplicht en niet-verplicht onderwijs.</p> <p>De Franse Gemeenschap mobiliseert specifiek een bij de AGERS tewerkgesteld voltijds equivalent medewerker van niveau 1 om nuttige analyses te verrichten voor de sturing van het verplicht onderwijs en het niet-verplicht onderwijs.</p>
<p style="text-align: center;">Article 7</p> <p>§ 1^{er}. Une période de deux ans, dite période de transition, après l'entrée en vigueur du présent accord, est dédiée à la mise en place des outils informatiques et à la réalisation des</p>	<p style="text-align: center;">Artikel 7</p> <p>§ 1. Na de inwerkingtreding van dit akkoord wordt een zogenaamde overgangperiode van twee jaar ingesteld om vorm te geven aan de informatica-tools en de onderlinge koppelingen</p>

<p>interconnexions entre les différentes bases de données.</p> <p>§ 2. Durant cette période de transition, tout ou partie des données peuvent être interconnectées et des analyses partielles peuvent être menées.</p> <p>Il appartient au Comité de Pilotage de décider des priorités soit sectorielles, soit géographiques, soit chronologiques.</p>	<p>tussen de verschillende gegevensbanken tot stand te brengen.</p> <p>§ 2. Tijdens deze overgangperiode kunnen alle of een deel van de gegevens onderling gekoppeld worden en kunnen gedeeltelijke analyses worden uitgevoerd.</p> <p>Het is de taak van het Sturingscomité om te beslissen over de sectorale, geografische en chronologische prioriteiten.</p>
<p style="text-align: center;">Article 8</p> <p>La mise en œuvre et le développement du cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs fait l'objet d'une évaluation deux ans après l'entrée en vigueur du présent accord de coopération. Cette évaluation est réalisée par le Comité de Pilotage visé à l'article 5 et adressée à l'ensemble des gouvernements signataires.</p> <p>Sur base de cette évaluation et en fonction de l'avancement du cadastre, les gouvernements signataires solliciteront le Gouvernement de la Communauté flamande afin d'envisager la mise en place d'un système d'échange de données sur les trajectoires des élèves et des étudiants qui passent du système d'enseignement d'une Communauté à l'autre Communauté.</p> <p>Cette évaluation est transmise pour information au Conseil économique et social de Wallonie et au Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale.</p>	<p style="text-align: center;">Artikel 8</p> <p>De tenuitvoerbrenging en de ontwikkeling van het kadaster van onderwijs- en post-onderwijs-trajecten worden twee jaar na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord geëvalueerd. Deze evaluatie wordt verricht door het in artikel 5 bedoelde Sturingscomité en bekendgemaakt aan alle ondertekenende regeringen.</p> <p>Op basis van deze evaluatie en afhankelijk van de vordering van het kadaster zullen de ondertekenende regeringen de Regering van de Vlaamse Gemeenschap verzoeken te overwegen een systeem op te zetten voor het uitwisselen van gegevens over de trajecten van de leerlingen en studenten die overstappen van het onderwijssysteem van de ene Gemeenschap naar dat van de andere Gemeenschap.</p> <p>Deze evaluatie wordt ter informatie overgemaakt aan de Sociaal Economische Raad van het Waalse Gewesten de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.</p>
<p style="text-align: center;">Article 9</p> <p>Les données du cadastre visé à l'article 2 permettront également à l'IWEPS (dans le cadre de l'Observatoire wallon de l'Emploi), en collaboration, notamment, avec l'AMEF et l'IFAPME, de développer un outil statistique intégré de suivi des apprenants et des stagiaires en formation professionnelle en Région wallonne de langue française et d'analyser les flux entre les</p>	<p style="text-align: center;">Artikel 9</p> <p>De gegevens van het in artikel 2 bedoelde kadaster zullen het IWEPS (in het kader van het Observatoire wallon de l'Emploi) in staat stellen, in samenwerking meer bepaald met het AMEF en het IFAPME, een geïntegreerd statistisch instrument te ontwikkelen voor de opvolging van de Franstalige cursisten en stagiairs die een beroepsopleiding volgen in het Waals Gewest en de</p>

dispositifs de formation professionnelle et au regard de l'évolution vers l'insertion socioprofessionnelle.	stromen tussen de beroepsopleidingsvoorzieningen te analyseren in het licht van de evolutie naar de socio-professionele inschakeling.
Article 10	Artikel 10
Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée.	Dit samenwerkingsakkoord wordt gesloten voor een onbepaalde duur.
Article 11	Artikel 11
Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour de la publication au Moniteur Belge du dernier acte d'assentiment des parties contractantes.	Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de dag dat de laatste instemmingsakte van de overeenkomstsluitende partijen bekendgemaakt wordt in het Belgisch Staatsblad.
Bruxelles, 20-03-2014	Brussels, op 20-03-2014
Pour la Communauté française,	Voor de Franse Gemeenschap,
Le Ministre-Président,  Rudy DEMOTTE	De Minister-President,  Rudy DEMOTTE
Le Ministre de l'Enseignement supérieur,  Jean-Claude MARCOURT	De Minister bevoegd voor hoger onderwijs,  Jean-Claude MARCOURT
La Ministre l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,  Marie-Martine SCHYNS	De Minister bevoegd voor leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie,  Marie-Martine SCHYNS

<p>Pour la Région wallonne,</p> <p>Le Ministre-Président,</p>  <p>Rudy DEMOTTE</p> <p>Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,</p>  <p>André ANTOINE</p>	<p>Voor het Waalse Gewest,</p> <p>De Minister-President,</p>  <p>Rudy DEMOTTE</p> <p>De Minister bevoegd voor arbeid en beroepsopleiding,</p>  <p>André ANTOINE</p>
<p>Pour la Région de Bruxelles - Capitale,</p> <p>Le Ministre-Président,</p>  <p>Rudi VERVOORT</p> <p>La Ministre de l'Economie et de l'Emploi,</p>  <p>Céline FREMAULT</p>	<p>Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,</p> <p>De Minister-President,</p>  <p>Rudi VERVOORT</p> <p>De Minister van Economie en Tewerkstelling,</p>  <p>Céline FREMAULT</p>
<p>Pour la Commission Communautaire Française</p> <p>Le Ministre-Président,</p>  <p>Christos DOULKERIDIS</p>	<p>Voor de Franse Gemeenschapscommissie</p> <p>De Minister-President,</p>  <p>Christos DOULKERIDIS</p>

<p>Le Ministre de la Formation professionnelle,</p>  <p>Rachid MADRANE</p> <p>La Ministre de la Formation professionnelle des classes moyennes,</p>  <p>Céline FREMAULT</p>	<p>De Minister bevoegd voor beroepsopleiding,</p>  <p>Rachid MADRANE</p> <p>De Minister bevoegd voor de beroepsopleiding van de middenstand,</p>  <p>Céline FREMAULT</p>
<p>Pour la Communauté germanophone</p> <p>Le Ministre - Président</p> <p>Karl-Heinz LAMBERTZ</p>  <p>Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation et de l'Emploi</p>  <p>Oliver PAASCH</p>	<p>Voor de Duitstalige Gemeenschap</p> <p>De Minister-President,</p> <p>Karl-Heinz LAMBERTZ</p>  <p>De Minister van Onderwijs, Opleiding en Werk</p>  <p>Oliver PAASCH</p>

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT



CONSEIL D'ÉTAT

section de législation

avis 55.254/2
du 27 février 2014

sur

un avant-projet de décret de la Communauté française ‘portant assentiment à l’accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone organisant la mise en œuvre d’un cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs’

Le 31 janvier 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de décret de la Communauté française 'portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone organisant la mise en œuvre d'un cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 27 février 2014. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, conseiller d'État, président, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 27 février 2014.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Le dossier transmis pour avis à la section de législation ne contient ni l'avis de l'Inspecteur des Finances concerné ni l'accord du Ministre du Budget compétent. Ces formalités préalables doivent être accomplies.
2. Compte tenu de la nature de l'accord de coopération, qui règle la transmission d'informations aux fins d'établir un cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs, il est recommandé de solliciter l'avis de la commission de la protection de la vie privée sur la base de l'article 29 de la loi du 28 décembre 1992 'relative à la protection de la vie privée à l'égard du traitement des données à caractère personnel' ¹.

OBSERVATIONS SUR L'AVANT-PROJET

1. Tant dans l'intitulé que dans l'article 1^{er} de l'avant-projet examiné, il convient de mentionner la date à laquelle l'accord de coopération a été conclu, en l'occurrence le 19 décembre 2013 ².
2. À l'article 1^{er}, l'acronyme « COCOF » sera remplacé par les mots « Commission communautaire française ».
3. L'article 3 de l'avant-projet tend à régler l'entrée en vigueur du décret d'assentiment en fixant celle-ci au jour de la publication au *Moniteur belge*.

¹ Voir dans le même sens l'avis 42.243/2 donné le 26 février 2007 sur un avant-projet devenu le décret du 19 octobre 2007 'relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française' et l'avis 49.850/VR donné le 5 juillet 2011 sur un avant-projet devenu le décret du 19 avril 2012 'portant assentiment à l'Accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport'.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », formule F 4-1-5.

Il résulte de l'article 92*bis*, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' que les accords de coopération qui doivent être soumis à l'approbation des assemblées législatives concernées n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment de chacune de ces assemblées. Une partie à l'accord ne peut pas anticiper ou retarder l'entrée en vigueur de celui-ci.

Dans ces circonstances, une disposition comme celle de l'article 3 ne présente aucune utilité et peut même prêter à confusion. Mieux vaut, dès lors, omettre cet article.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES SUR L'ACCORD DE COOPÉRATION

DISPOSITIF

Article 1^{er}

L'abus d'usage de sigles et autres acronymes dans le corps de l'accord de coopération, même s'ils sont définis à l'article 1^{er}, nuit à la lisibilité du texte.

Ainsi, par exemple, il ne paraît pas nécessaire d'affecter le Secrétariat général du Ministère de la Communauté française de l'acronyme inusité de « SG ». Les termes « Secrétariat général » pourraient être utilisés de préférence dans l'accord de coopération, ce qui impliquerait la définition de ces mots au point 14 plutôt que du signe « SG ».

Article 4

1. La rédaction française de la disposition doit être revue.

Ainsi, par exemple :

- au paragraphe 2, point 1, il faut écrire « [...] de l'IBSA, de l'IWEPS, du FOREM, de l'IFAPME, du SFPME, de l'IAMW », etc. ;

- au point 3 du même paragraphe, il faut écrire « [...] à l'IBSA, à l'IWEPS, au FOREM, à l'IFAPME, au SFPME, à l'IAMW », etc.

2. Le mot « datawarehouse » doit être remplacé, au paragraphe 2, point 2, par la version française et néerlandaise de cette notion.

Article 5

Le paragraphe 6, alinéa 2, devra préciser, à tout le moins de manière générale, les missions du comité technique qui sera institué par le comité de pilotage.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre VANDERNOOT